

INTRODUCTION AU SIÈCLE DES CRISES

En finir avec les monnaies-dettes

Aurélien Pressensé,

2017, première version

2020, version remaniée



Ce document PDF est disponible sous licence Creative Commons 4.0 – Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions. Pour plus de détails, consultez le site officiel : creativecommons.org.

SOMMAIRE

Introduction.....	4
Les bases.....	5

LE SIÈCLE DES CRISES

Chapitre 1 – Vers une crise monétaire ?.....	6
Chapitre 2 – Vers une crise systémique ?.....	13
Chapitre 3 – Vers une crise environnementale ?.....	18
Chapitre 4 – Vers une crise de surendettement ?.....	23
Chapitre 5 – Vers une crise sociale / révolution ?.....	27
Chapitre 6 – Vers une crise de la zone euro ?.....	32
Conclusion.....	36

ANNEXES

Ajaccio 2027.....	38
-------------------	----

INTRODUCTION

De quoi se plaint-on au juste ?

Non seulement poursuivre une croissance économique effrénée ne nous rend pas heureux, mais cela est même en train de nous entraîner collectivement dans le mur, tant sur le plan écologique (surexploitation des ressources), le plan économique (surendettement) que le plan politique (surexploitation des humains). Pourtant, il est plus souvent question de relancer la croissance que de s'en affranchir.

Pourquoi lire ce livre ?

Pas d'énième critique stérile du capitalisme ici, mais la simple volonté de présenter de solides arguments démontrant que l'utilisation de nos comptes bancaires est directement liée aux crises économiques, écologiques et sociales en cours. Continuer à utiliser nos euros au quotidien et espérer un monde meilleur pour nous ou les prochaines générations est malheureusement incompatible en l'état actuel des choses.

Un dernier mot avant de commencer ?

De nombreux indices laissent à penser que nous allons devoir abandonner ou réformer l'euro au cours de ce siècle. Ce livre expose par exemple six failles économiques majeures qui risquent de nous y contraindre. Puisque nous y avons tout intérêt, au cours de ce siècle des crises qui ne fait que commencer, il est ainsi fort probable que nous soyons amenés à concurrencer notre infrastructure bancaire et financière.

LES BASES

- ✓ Emprunt : Procédé nous permettant de dépenser de la monnaie qui ne nous appartient pas et qu'il faudra, à terme, rendre au propriétaire initial, le prêteur.

Synonyme : endettement.

- ✓ Crédit : **A.** Type spécifique d'emprunt. La monnaie obtenue a été spécialement créée en vue d'être prêtée. Les unités monétaires reçues n'existaient donc pas avant d'être prêtées, et seront détruites une fois rendues au prêteur.

Synonyme : monétisation de dettes, création monétaire par le crédit, monnaie-dettes.

B. Délai de paiement accordé. On consomme et on rembourse plus tard.

Synonymes : dette, ardoise.

- ✓ Système monétaire : Ensemble des règles et pratiques qui organisent la création et la circulation de la ou des monnaie(s) officielle(s) au sein d'une zone définie.

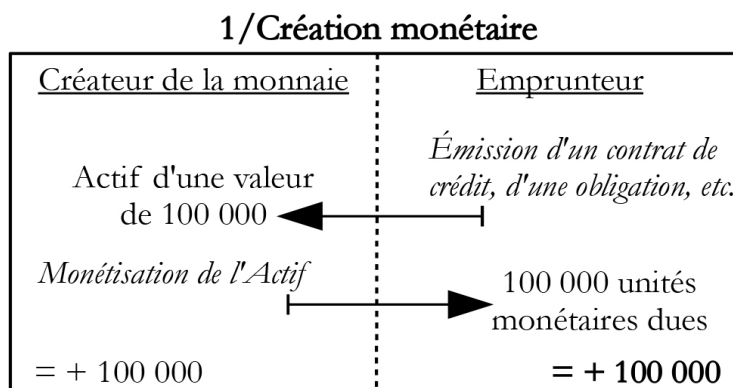
Synonymes : infrastructure économique, système bancaire et financier.

Chapitre 1 – Vers une crise monétaire ?

NOTION #1 : MISTIGRI MONÉTAIRE

Ceux qui connaissent le concept de « panique bancaire » savent que si tous les clients d'une banque se précipitent au guichet pour retirer leur argent, celle-ci risque la faillite, car incapable d'honorer ces trop nombreux retraits. Cela signifie-t-il pour autant que l'argent sur nos comptes en banque n'existe pas ? Est-ce de la "fausse monnaie" ?

Oui et non. Non, parce que l'on peut réellement payer avec notre carte bancaire, c'est donc de la "vraie" monnaie. Oui, parce qu'il arrive que cette "vraie" monnaie se transforme soudainement en "fausse" monnaie. Cela s'explique par la nature des euros sur nos comptes, qui sont créés suite à la monétisation d'une dette.

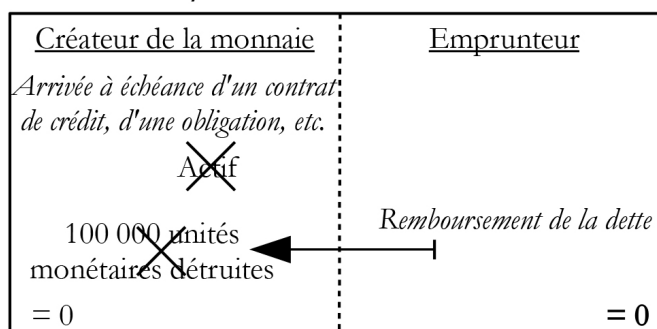


1

1. Une obligation constitue une créance sur son émetteur, elle est donc représentative d'une dette financière. Cette dette est émise dans une devise donnée, pour une durée définie et elle donne droit au paiement d'un intérêt fixe ou variable, appelé coupon. L'émetteur d'une obligation est l'emprunteur, le détenteur d'une obligation est le créancier.

Une action est, quant à elle, un titre de propriété délivré par une société de capitaux, en contrepartie des euros, dollars, yens, etc. apportés à son capital social. Son détenteur ne peut pas exiger de remboursement, mais a le droit d'intervenir dans la gestion de l'entreprise. Tant qu'il ne la revend pas, en tant qu'actionnaire, il en retire généralement un revenu en euros, dollars, yens, etc., appelé dividende.

2/Destruction monétaire

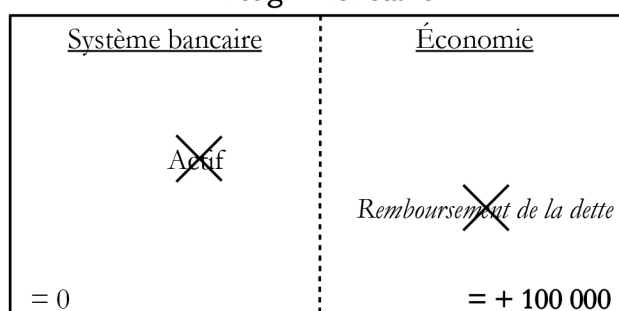


Émettre de la monnaie pour ensuite la détruire n'est pas une mauvaise idée, cela permet d'avoir une masse de monnaie qui s'ajuste aux besoins de l'économie. Ainsi lors d'un crédit, la banque injecte de la monnaie dans l'économie pour répondre à une demande, puis la retire de l'économie au fur et à mesure du remboursement du crédit.

En clair, s'il faut parfois ajouter de la monnaie à l'économie, il faut parfois en enlever. Mais pour que des euros soient retirés, il est nécessaire que la dette à l'origine de leur création soit remboursée... Sauf qu'il arrive hélas qu'un emprunteur fasse défaut et ne rembourse pas du tout sa dette, ou ne la rembourse que partiellement.

Or, chaque fois que l'opération de destruction monétaire ne se déroule pas correctement, on se retrouve avec des unités monétaires qui continuent de circuler dans l'économie alors qu'elles auraient dû être détruites. Pareil cas de figure produit toujours un déséquilibre dans le bilan du système bancaire (ici un delta de 100 000) :

Mistigri Monétaire



Ce sont ces unités monétaires qui sont censées ne plus exister que l'on appelle « mistigri monétaire » - expression empruntée à l'économiste Pierre-Noël Giraud - car « [...] telle la mauvaise carte du jeu du même nom [...] personne ne sait qui détient [le mistigri]. Il existe, il circule, mais chacun espère qu'il finira dans les mains d'un autre » [Giraud]².

Récapitulons. Lorsque nos banques créent la monnaie, celle-ci n'est pas forcément ajoutée *ad vitam æternam* à l'économie. Les nouveaux euros qui sont apparus dans l'économie après qu'un crédit bancaire ait été souscrit par un agent économique, devront peu à peu disparaître avec le remboursement progressif de ce crédit.

Toutefois, quand l'opération de destruction monétaire échoue, de la monnaie "survit" par erreur dans le système ; ce sont ces euros créés en échange d'une reconnaissance de dette qui ne sera pas honorée que l'on désigne par les termes "fausse monnaie" ou "mistigri monétaire".

Dit autrement, 200 000 € ne valent pas 200 000 € parce que ce sont 200 000 €, ils valent 200 000 € parce qu'ils sont garantis par une reconnaissance de dette, ici un actif financier d'une valeur de 200 000 € (on considère qu'un actif financier vaut 200 000 € si l'on peut le vendre pour 200 000 €).

Attention, l'existence d'un mistigri monétaire n'est pas due à la pratique du crédit en elle-même, mais à la dépréciation de l'actif financier qui a été monétisé. Au lieu que le compte d'un agent économique endetté se retrouve dans le négatif, à découvert, dans notre système, le compte de celui qui s'endette se retrouve dans le positif, il reçoit de la monnaie dont on garantit la valeur par un actif financier. Le problème est là.

2. Giraud, Pierre-Noël. *Le commerce des promesses*. Paris : Seuil, 2009, 403 pp (Points) ; p.10.

En définitive, il faut considérer qu'un compte bancaire indique juste la quantité d'euros que la banque doit à un client, mais que celle-ci ne les a pas ; pour les avoir, elle devra obtenir des « liquidités » en vendant un actif financier (par exemple un titre de dette) contre des euros. Les euros affichés sur nos comptes représentent finalement une dette pour la banque, ce qu'elle s'engage à nous reverser si nous en faisons la demande.

Voilà pourquoi l'argent qui semble bel et bien se trouver à la banque s'évapore lorsque celle-ci fait faillite. Ces euros n'étaient rien d'autre qu'une dette de la banque à notre encontre. Si cette dernière dépose bilan, alors elle n'honorera pas ses dettes, faisant ainsi disparaître l'épargne de ses clients. On parle de monnaie-dettes, ou de comptabilité en partie double (dette de la banque d'une part, dette envers la banque d'autre part).

Malheureusement cette comptabilité est en déséquilibre, la quantité d'euros dans l'économie (ce que nous doivent les banques) est souvent supérieure à ce que nous leur devons, ce qu'elles peuvent revendre, car les actifs financiers qu'elles possèdent sont parfois de mauvaise qualité, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la valeur marchande qu'ils prétendent avoir. Cet écart, c'est le fameux "mistigri".

En conclusion, l'euro est une monnaie-dettes, et comme toute monnaie-dettes, il repose sur un système instable de dettes. Sachant cela, il ne serait pas si surprenant que l'aventure de l'euro se termine par une crise monétaire majeure, à savoir une perte de confiance globale dans cette monnaie. Plus personne n'en voudra. Mistigri monétaire oblige, tout miser sur la pérennité de l'euro est un pari risqué.

*

* *

N.B. :

Si un mistigri monétaire s'invite dans l'économie, c'est parce que des agents économiques ont été déclarés en faillite. Maintenant, pouvait-on éviter que ces faillites ne se produisent ?

À l'aide de la fable de l'économiste Bernard Lietaer, intitulée « La onzième rondelle » et à laquelle nous avons ajouté deux paragraphes (afin de rappeler que la compétition a aussi ses qualités), évaluons les chances de ne pas faire défaut au sein d'une société qui emprunte sa monnaie à un intermédiaire financier.

~ La Onzième Rondelle ~

« Il était une fois, dans un village reculé d'Australie, un peuple qui ne vivait que du troc. Chaque jour, c'était du pain, des œufs, des poules et cætera que les villageois s'échangeaient.

De plus, au moment des récoltes, des moissons, ou chaque fois qu'un orage provoquait des dégâts, ils s'aidaient les uns les autres, comme le voulait la tradition.

Cependant, cette belle coopération ne dura pas. En effet, un jour, un Étranger passa par leur village pour leur dévoiler les tenants et aboutissants d'une nouvelle technologie, qu'il avait appelée « rondelle » et qui devait remplacer le troc.

Les rondelles étaient faites dans un matériau inconnu et ce faisant, avait un aspect fascinant. Le village décida alors d'adopter la rondelle comme monnaie, car plus

pratique à transporter que les poules et déjà utilisée dans les autres villages que l'Étranger avait visités.

Au demeurant, il fut convenu que l'hiver prochain, l'Étranger - qui avait prêté à chaque famille du village, dix de ses rondelles - verrait son prêt non seulement remboursé, mais rémunéré d'une rondelle supplémentaire pour le service monétaire rendu.

Chaque famille s'était, par conséquent, engagée à rendre onze rondelles.

Hélas, c'est au cours de l'année où toutes ces dettes furent contractées que générosité et cohésion commencèrent à s'étioler... Eh oui, où acquérir la rondelle supplémentaire promise à l'Étranger ? Tout simplement en la prélevant chez ceux que l'on côtoyait le plus, à savoir les autres familles du village souvent, les familles des autres villages parfois.

Inévitablement, lorsque l'Étranger revint après douze mois, certaines familles ne furent pas en mesure de lui rendre onze rondelles. Persuadées que cette mésaventure ne leur arriverait pas deux années de suite, ces familles réussirent néanmoins à convaincre l'Étranger de leur accorder une deuxième chance, c'est-à-dire de leur prêter à intérêt quelques rondelles de plus.

De fait, d'une année sur l'autre, c'était toujours une famille différente qui était prise au dépourvu et en l'espace d'une décennie, la coopération d'antan fut remplacée par une compétition pour la monnaie.

Étonnamment, cette compétition amena avec elle la croissance économique. Le confort s'améliora rapidement, les villageois vécurent mieux, plus longtemps, la mortalité infantile se réduisit et le village finit par former une ville.

Depuis l'introduction de la rondelle dans leur vie, les anciens villageois se déclarent bien plus indépendants et autonomes qu'auparavant. Aux relations de voisinage se sont substituées des relations commerciales, plus brèves, moins exigeantes. »

- Bernard Lietaer³

En résumé, tel qu'il est conçu, notre système monétaire de ces premières décennies du XXI^{ème} siècle exacerbe le risque de banqueroute. Du fait des intérêts, les banques exigent de recevoir en retour plus d'argent qu'elles n'en ont créé et mathématiquement, certaines faillites ne peuvent pas être évitées, créant ainsi un mistigri monétaire.

Cela dit, sommes-nous obligés d'emprunter nos "rondelles" à un intermédiaire ? Avec le développement des crypto-monnaies, la création de nos propres "rondelles" et leurs transferts peuvent parfaitement être effectués par des algorithmes, qui eux, travaillent gratuitement ou presque. En bref, l'uberisation touche également le secteur bancaire.

3. Lietaer, Bernard. *The future of money*. Londres : Century, 2001, 371 pp ; p.50-51, fable retranscrite en substance à partir de l'anglais.

Chapitre 2 – Vers une crise systémique ?

NOTION #2 : RISQUE SYSTÉMIQUE

Notre système bancaire peut-il s'effondrer ? Nos euros peuvent-ils disparaître ? Oui, en témoigne la « crise des subprimes » de 2007, dont on dit qu'elle aurait fait peser un sérieux risque systémique sur notre organisation économique. Aussi, pour bien comprendre ce qu'est un risque systémique, étudions cette crise des subprimes.

A - Les subprimes, qu'est-ce que c'est ?

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un crédit hypothécaire ?

Un crédit hypothécaire est une opération de crédit, c'est-à-dire que l'on crée spécialement de la monnaie en vue de la prêter ; elle n'existait pas auparavant. Ensuite, le terme hypothécaire qualifie tout crédit étant garanti par une hypothèque, en l'occurrence une hypothèque sur un bien immobilier.

Au sujet des crédits hypothécaires dit « subprimes », « subprime » signifie que le rendement offert est supérieur à celui de la catégorie « prime ». Pourquoi est-il supérieur ? Parce qu'ils concernent des emprunteurs « à risque », or plus il est risqué de prêter à un emprunteur, plus ce dernier paie des intérêts élevés (et meilleur est le rendement pour le prêteur).

En résumé, en plus d'être garantis par l'hypothèque d'un bien immobilier, les crédits hypothécaires subprimes ne sont souscrits que par des emprunteurs à risque.

B - Pourquoi a-t-on octroyé des crédits à des emprunteurs risqués ?

Mis à part l'appât du gain, les crédits hypothécaires subprimes étaient volontiers octroyés pour deux raisons principalement.

Première raison, le marché états-unien de l'immobilier prenait de la valeur. Dès lors, les logements que ces ménages risqués achetaient à crédit allaient certainement valoir plus l'année suivante. En d'autres termes, si l'emprunteur risqué rencontrait des difficultés de remboursement, le logement pourrait de toute façon être revendu plus cher qu'il n'avait été acheté à crédit ; les organismes de crédit se sentaient couverts.

Deuxième raison, les contrats de crédit subprime étaient « titrisés », c'est-à-dire que la créance des emprunteurs « subprimes » était transformée en un actif financier plus sophistiqué, actif financier que l'on pouvait revendre et sur lequel il était également possible de s'assurer ; le risque vendu / assuré, ces organismes se sentaient légitimement couverts.

C - Qu'est-ce qui a déclenché la « crise des subprimes » ?

« La pérennité [du système des crédits subprimes] dépendait de deux conditions : d'une part, des taux d'intérêt stables et, d'autre part, d'une appréciation régulière de l'immobilier. Or la réserve fédérale des Etats-Unis a progressivement relevé son taux jusqu'à 5,25 % en 2006 » [Direction Générale du Trésor]⁴.

En somme, la hausse du taux directeur⁵ à 5,25 % a mécaniquement fait grimper les taux d'intérêts que supportaient les ménages à risque.

4. Direction Générale du Trésor, La notation financière. Vol. 2 du dossier Notation = évaluation ? [en ligne] *Cahiers de l'évaluation*, n°5 - Février 2011, 91 pp ; p.34 [Encadré 7].
Format PDF. Disponible sur : <http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/cahiers-evaluation-no5-complet_0.pdf>.

Avec cette montée des taux, le nombre d'emprunteurs risqués faisant défaut a mathématiquement augmenté et nombre de logements sont soudainement mis en vente. L'offre de logements devenant supérieure à la demande, le marché de l'immobilier se déprécie implacablement.

Et là c'est le drame : puisque les logements ne peuvent être revendus plus chers qu'ils n'ont été achetés, le défaut des emprunteurs subprimes n'est plus couvert, la monnaie qui leur a été "créditée" ne pourra pas être détruite. Un énorme mistigri circule dans l'économie. C'est le début de « la crise des subprimes ».

D - Pour quelle raison la « crise des subprimes »

a-t-elle dégénérée en risque systémique ?

On l'a vu plus haut, les crédits hypothécaires subprimes ont été titrisés : la perte financière due au défaut des emprunteurs n'est pas censée incomber aux établissements ayant alloué ces crédits, mais à d'autres institutions.

Hélas, on se rend finalement compte que « le doute [plane] sur les porteurs ultimes de risques subprimes » et que sans que l'on s'en soit aperçu, « la titrisation [avait] nourri une dégradation massive de responsabilité » [Conseil d'Analyse économique]⁶. On ne sait plus qui doit payer les pots cassés.

5. Le taux directeur reflète le coût du crédit ; s'il est bas, l'argent est qualifié de « pas cher ». En effet, pour constituer leur « réserves obligatoires », les banques commerciales doivent parfois emprunter à intérêt des euros / dollars / yens / etc. auprès des banques centrales de leurs pays respectifs, et répercutent ensuite, en principe, ce loyer sur les intérêts des crédits qu'elles accordent à leurs propres clients. Plus le taux de la banque centrale est bas, plus le coût du crédit a donc une probabilité d'être bas.

6. Conseil d'Analyse économique. Artus, Patrick., Betbèze, Jean-Paul., de Boissieu, Christian., Capelle-Blancard, Gunther. *La crise des subprimes*. [en ligne]. Paris : La Documentation française, 2008, 281 pp ; p.225 et p.242.

Format PDF. Disponible sur : <<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000588/index.shtml>>.

Face à cette aberration, la défiance envers les actifs titrisés se généralise, et bien que « 70 % environ de l'encours de crédit a été titrisé par les banques aux États-Unis » [Conseil d'Analyse économique]⁷, plus personne ne veut de ces actifs financiers. Pire, tout le monde cherche à s'en débarrasser ; c'est le « krach », le prix des actifs titrisés chute drastiquement.

À présent, les titres financiers que nombre d'organismes ont en leur possession valent tellement moins qu'à l'accoutumée, que cela se traduit souvent par un bilan comptable négatif ; la valeur de tout ce que ces établissements peuvent revendre est désormais inférieure au montant de ce qu'ils doivent, ce qui inclut les sommes que nous avons déposées chez eux et qu'ils sont censés nous rendre, si nous en faisons la demande.

Pour couronner le tout, on s'aperçoit rapidement que ces établissements sont interdépendants. Puisqu'ils se prêtent des sommes considérables entre eux, si l'un tombe, par réaction en chaîne tous les autres risquent de le suivre dans sa chute (si l'un d'eux fait faillite, un confrère subira une perte financière considérable, entraînant une nouvelle faillite et ainsi de suite...).

La menace de banqueroute ne concerne plus un pauvre emprunteur isolé, maintenant, c'est l'ensemble du système bancaire et financier qui est en péril.

E - Synthèse

La notion de « risque systémique » désigne la probabilité de faillite globale de notre

7. Conseil d'Analyse économique. Artus, Patrick., Betbèze, Jean-Paul., de Boissieu, Christian., Capelle-Blancard, Gunther. *La crise des subprimes*. [en ligne]. Paris : La Documentation française, 2008, 281 pp ; p.90.

Format PDF. Disponible sur : <<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000588/index.shtml>>.

système financier, qui rendrait hors d'usage l'ensemble de nos comptes bancaires, soit un véritable effondrement bancaire. Même à grand renfort de pièces et de billets ou en recourant au troc, il ne serait plus possible de payer les salaires de nos fonctionnaires. Le chômage grimperait en flèche.

Non seulement les monnaies-dettes reposent toutes sur un système instable de dettes, mais les institutions qui les fabriquent sont elles-mêmes étroitement liées entre elles. Il suffit par conséquent qu'un seul système instable de dettes s'écroule pour provoquer l'écroulement des autres. Une mauvaise gestion des risques en Amérique ou en Asie peut de fait mettre en danger la survie de la monnaie unique européenne.

La menace d'un effondrement du système financier est donc absolument plausible et la crise des subprimes nous en a fourni la preuve. À en croire la loi de Murphy (« ce qui peut mal tourner finit un jour ou l'autre par mal tourner »), le système des monnaies-dettes est condamné à la ruine. Qu'on le veuille ou non, nous allons vraisemblablement devoir abandonner l'euro de notre vivant.

Chapitre 3 – Vers une crise environnementale ?

NOTION #3 : ASYMÉTRIE MONÉTAIRE

Faisons-nous fonctionner nos entreprises dans le but de réaliser des bénéfices, ou réalisons-nous des bénéfices dans le but de faire fonctionner nos entreprises ? En cette entame de troisième millénaire, le probable effondrement du système financier peut être exposé par une simple question : le profit est-il une fin ou un moyen ?

D'après l'économiste David Ricardo (1772-1823), si l'on veut qu'il y ait de l'investissement dans le progrès technique ou les nouvelles technologies, nous devons maximiser les gains financiers et ce, afin d'inciter les grandes fortunes à s'enrichir en prenant des risques avec leur argent qui "dort". Il a la conviction que ce qui est bon pour nos apporteurs de capitaux est, à terme, bon pour la société.

Précisons que cette réflexion – à la base du capitalisme - se situe dans la lignée du concept de la « Main invisible⁸ » de l'économiste Adam Smith (1723-1790), qui affirme que « l'effort uniforme, constant et ininterrompu de chaque homme pour améliorer sa condition [...] est souvent assez puissant pour assurer l'évolution naturelle des choses

8. Sans remettre en cause la « main invisible », Adam Smith alerte également sur ces cas où, au détriment de l'intérêt général, un agent économique décide de privilégier son intérêt personnel (i.e. vol, corruption, pollution, évasion fiscale, etc.). C'est la notion d'aléa moral, qu'illustrent parfaitement les institutions dites « *too big to fail* » (« trop gros pour faire faillite »).

Prenons le cas de l'assureur AIG. Lors de la crise des subprimes, ce dernier a été renfloué par le gouvernement américain, afin d'éviter des pertes de l'ordre de 3 200 milliards de dollars au sein du système financier international, pertes qui auraient entraîné la faillite de nombreux établissements bancaires avec lesquels AIG était lié.

Leur faillite étant synonyme d'un effondrement de notre système bancaire, les institutions « *too big too fail* » savent qu'elles seront, quoi qu'il arrive, renflouées par le contribuable ; filet de sécurité qui les incite malheureusement à prendre des risques excessifs. On dit qu'elles privatisent leurs gains et socialisent leurs pertes, qu'elles jouent à « face je gagne, pile vous perdez ».

vers le progrès [...] » [Smith]⁹.

En résumé, notre organisation économique capitaliste est fondée sur le postulat qu'intérêts privés et intérêt général sont alignés, que le bonheur des uns fait le bonheur des autres. Les conflits entre intérêts privés et intérêt général sont en réalité nombreux, pensons à la guerre qui profitent plus aux marchands d'armes qu'aux populations, ou plus généralement à la corruption, au vol ou à la fraude (électorale, fiscale, etc.).

L'intérêt général ainsi occulté, notre système économique sait financer les projets que les bailleurs de fonds estiment profitables, mais on ne sait pas financer les projets qui permettraient d'éviter des désastres écologiques ou humains. En effet, les banques commerciales ne prêtent que lorsque cela est intéressant financièrement pour elles, ce qui provoque une asymétrie monétaire manifeste.

Cette asymétrie monétaire est fortement décriée par la théorie relative de la monnaie, qui nous a inspiré ce chapitre. Attention cependant, le problème n'est pas que les banques aient le droit de créer la monnaie, de monétiser nos dettes, mais qu'elles soient les uniques détentrices de ce privilège.

Voilà pourquoi, en ce début de XXI^{ème} siècle, financer une véritable lutte contre le dérèglement climatique relève d'un vœu pieux, car trop risqué ou insuffisamment rentable à brève échéance pour les prêteurs. Où trouver les fonds alors ? Augmenter fortement nos impôts et taxes, tout en sacrifiant bon nombre de nos aides sociales et de nos services publics ?

9. Smith, Adam. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations. Livres I et II.* (traduction de l'anglais coordonnée par Philippe Jaudel). Paris : Economica, 2000 (1ère éd. anglaise 1776), 412 pp ; p.354.

Ce que nous voulons surtout illustrer ici, c'est que livré à lui-même, le système capitaliste est tout à fait capable de se suicider si son sauvetage ne représente pas une opportunité d'enrichissement. Le profit est une fin en soi, point. Que les conditions de vie sur Terre puissent se dégrader au point d'entraîner l'effondrement du système financier n'y change absolument rien.

Pour terminer, si nous voulons aussi financer les projets ne rapportant pas à court terme, tels que ceux relatifs à notre transition énergétique par exemple, il nous faudra tôt ou tard corriger cette asymétrie monétaire qui invisibilise l'intérêt général sur le plan économique, c'est-à-dire concurrencer les banques et leurs monnaies-dettes. Dans le cas contraire, nous continuerons à foncer tout droit vers la catastrophe écologique.

*

* *

N.B. :

Le capitalisme est fréquemment accusé de court-termisme. Pourquoi ? Parce qu'il part du principe qu'un euro reçu aujourd'hui vaut plus qu'un euro perçu plus tard (au contraire de l'euro perçu plus tard, l'euro reçu aujourd'hui peut d'ores et déjà rapporter en étant immédiatement réinvesti).

Par conséquent, l'intérêt d'un projet est davantage jugé sur la rapidité de son retour sur investissement pour le prêteur que sur son utilité sociale.

En suivant ce raisonnement, lorsqu'au détriment d'une entreprise générant immédiatement d'importants profits, nous privilégions une entreprise aux moindres marges (car payant mieux ses employés ou utilisant des matériaux de meilleure qualité, etc.), nous "appauvrissons notre avenir". C'est la notion de coût d'opportunité, également appelée « coût de renoncement ».

« Au lieu d'utiliser les ressources matérielles et techniques, considérablement accrues, dont on disposait pour bâtir la cité des merveilles, on construisait des taudis ; [...] parce que les taudis, selon le critère de l'entreprise privée, « ça paye », alors que bâtir la cité des merveilles eût été une entreprise d'une prodigalité insensée, qui aurait [...] « hypothéqué l'avenir » ; bien qu'on ne voie pas en quoi bâtir aujourd'hui de grands et magnifiques édifices pourrait appauvrir l'avenir [...]. »

- John Maynard Keynes ¹⁰

10. Keynes, John Maynard. *La pauvreté dans l'abondance*. Paris : Gallimard, 2002, 303 pp ; p.206. Traduction de Jean-Baptiste Bersac dans *Devises*. 2^{ème} éd.. ILV-Edition (auto-éd.), 2013, 454 pp ; p.145.

En fin de compte, nous ne guidons plus la vie économique, ce sont plutôt les perspectives de gains qui la dirigent ; ce n'est pas tant le capital qui travaille pour nous, mais le capital qui nous emploie. Tant que nous utiliserons uniquement la monnaie d'un système bancaire et financier qui ne jure que par le profit, économie et environnement auront très peu de chances de s'allier. En attendant, nous courrons à la catastrophe.

Chapitre 4 – Vers une crise de surendettement ?

NOTION 4 : DILEMME DE TRIFFIN

Notre système monétaire date d'un autre temps. Dès les années 60, l'économiste belge Robert Triffin tire la sonnette d'alarme à propos de l'un de ses nombreux défauts. D'après ses observations, le dollar états-unien est sujet à une contradiction interne insurmontable, qui prendra par la suite le nom de dilemme de Triffin.

En effet, l'étude du stock d'or des États-Unis lui révèle une prochaine insuffisance pour couvrir l'ensemble des dollars thésaurisés et en circulation. Rappelons qu'avec les accords de Bretton Woods (1944), l'économie mondiale de l'époque s'organise autour d'un système d'étalon de change-or, qui veut que le dollar soit la seule devise officiellement convertible en or.

C'est donc parce que de l'or lui est adossé que le dollar est présenté comme digne de confiance. Or, s'il devient de notoriété publique qu'il se trouve nettement plus de dollars dans le monde qu'il n'y a de métal jaune sur Terre, l'oncle Sam se verra accusé d'avoir mal géré sa monnaie ; une grave crise monétaire se produirait.

Pour éviter cela, une solution consisterait à brider l'émission de dollars. Toutefois, les observations de l'économiste belge concluent également qu'accroissement de la quantité de dollars et expansion du commerce mondial sont corrélés (plus la quantité de devises américaines est importante et plus le nombre de transactions commerciales que l'on peut réaliser au même moment est grand).

De fait, restreindre l'émission de dollars entraverait la croissance économique, ce qui ne serait évidemment pas bon pour les affaires. Les États-Unis n'ont ainsi pas le choix que d'opter pour la seule solution alternative : l'abandon de l'étalon de change-or en 1971. La valeur du dollar n'est dorénavant plus couverte par un certain poids d'or. Au revoir les monnaies-or, bonjour les monnaies-dettes.

Malheureusement, puisque l'or a été remplacé par un actif financier, généralement une reconnaissance de dette, nos devises sont toujours gagées par une contrepartie, et le dilemme de Triffin reste d'actualité en ce début de XXI^{ème} siècle.

Tout comme nos réserves d'or autrefois, c'est au tour de nos "réserves de dettes" de venir à manquer désormais. Eh oui, en supposant une vélocité de la monnaie¹¹ plus ou moins constante, qui dit croissance économique dit consommation accrue, soit davantage de monnaie dépensée, soit plus de dettes monétisées (pour créer ce surplus de monnaie dépensée). Problème : où trouver sans cesse plus de dettes à monétiser ?

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à moins de délaissier les banques et leurs euros pour une monnaie plus saine, dilemme de Triffin oblige, notre avenir se situe entre austérité et surendettement, entre chômage de masse et crise financière d'envergure, entre peste et choléra. En d'autres termes, le *statu quo* est intenable socialement d'une part, et d'autre part nous avons tout intérêt à concurrencer les monnaies-dettes.

*

* *

11. La vitesse de circulation de la monnaie, ou vélocité de la monnaie, désigne le nombre de transactions réalisées avec une même quantité de monnaie au cours d'une période donnée, souvent l'année. Pour que la vélocité de l'euro augmente tous les ans, à masse monétaire identique, il faudrait que les euros servent à régler de plus en plus de paiements année après année. Aussi, le fait par exemple d'épargner ou de devoir attendre le versement de son salaire ralentit la vélocité d'une monnaie.

N.B. :

« Une pénurie de dettes !? C'est impossible, voyons ! s'exclame M. Perplexe.

— Si, si, c'est possible ! répond Mme Logique, car les agents économiques en mesure de s'endetter - et souhaitant s'endetter - forment une population réduite : habituellement, un prêteur ne prête pas à un emprunteur s'il ne croit pas ce dernier capable de lui rendre l'argent à terme. Cela restreint, indéniablement, les possibilités de création de dettes.

— Certes, mais rien ne les empêche de s'endetter indéfiniment, s'empresse d'affirmer M. Perplexe.

— En fait si, rétorque Mme Logique. Comme souligné précédemment, la capacité d'endettement d'un agent économique est directement reliée à sa capacité de remboursement.

Ensuite, en posant que la capacité de remboursement dépend des revenus que l'on perçoit, et en affirmant que ces revenus sont loin d'être infinis, on en conclut que la capacité de remboursement n'est pas infinie.

Si la capacité de remboursement connaît une limite, alors indirectement la capacité d'endettement est également limitée ; on ne peut pas s'endetter à l'infini. C.Q.F.D.

— D'accord, toutefois, ce raisonnement connaît quelques exceptions, il suffit de regarder les États-Unis, tranche M. Perplexe.

— Clairement faux ! La confiance que nous accordons à un pays est-elle forcément éternelle ? interroge Mme Logique. Les États-Unis ont relevé leur plafond d'endettement plus de soixante-quinze fois depuis 1960, cependant, pourront-ils relever ce plafond encore et encore, jusqu'à être endettés à hauteur de cent fois leur P.I.B. ? Il est naturel d'en douter.

D'ailleurs, conclut-elle, c'est ce qui explique le recours aux politiques d'austérité, qui, bien qu'elles brident l'activité économique d'un pays, permettent néanmoins d'éloigner la menace d'une crise de surendettement. »

Attention. Quel que soit le système économique, il existe quoi qu'il arrive un plafond d'endettement, car il n'est jamais prudent de creuser un déficit au-delà du raisonnable. En ce qui nous concerne, le problème n'est pas tant qu'il n'y ait pas assez d'euros dans l'économie, mais plutôt que ces euros soient extrêmement mal répartis. Nombre d'entre nous manquons de pouvoir d'achat, la consommation en pâtit, adieu le plein-emploi.

En clair, l'argent est de nos jours essentiellement utilisé comme un capital, il sert à faire de l'argent, sauf que faire de l'argent revient à faire de la dette, à se rapprocher de la crise de surendettement. Poursuivre inlassablement le profit et la croissance économique est donc insoutenable à la fois sur le plan écologique mais également sur le plan économique. Par définition, ce qui est insoutenable ne dure pas dans le temps.

Chapitre 5 – Vers une crise sociale / révolution ?

NOTION #5 : CONDENSATION MONÉTAIRE

En ce début de XXI^{ème} siècle, le mécontentement se répand. Le conférencier Jean-François Noubel¹² nous laisse penser que la grande responsable de cet état de fait est la « condensation monétaire », nom qu'il donne au phénomène de concentration de la monnaie et qu'il résume ainsi : plus je gagne d'argent, plus je peux en investir ; plus j'investis, plus j'en gagne.

Quel lien avec une crise sociale majeure ? Réponse : le « principe d'accumulation infinie » cher à l'économiste et historien Karl Marx, principe qui devait selon lui précipiter l'effondrement du capitalisme au travers d'une révolution sociale. En 2013, l'économiste français Thomas Piketty nous montre que tout n'est pas à jeter dans ce raisonnement.

A - Condensation monétaire et creusement des inégalités

« Dès lors que le taux de rendement du capital dépasse durablement le taux de croissance de la production et du revenu, [...] le capitalisme produit mécaniquement des inégalités insoutenables, arbitraires [...]. »

- Thomas Piketty¹³

12. Noubel, Jean-François. TEDxParis 2011 - *Après l'argent*. [15 janvier 2011] [Conférence filmée] In : TEDx Talks. Youtube. [14 mn].

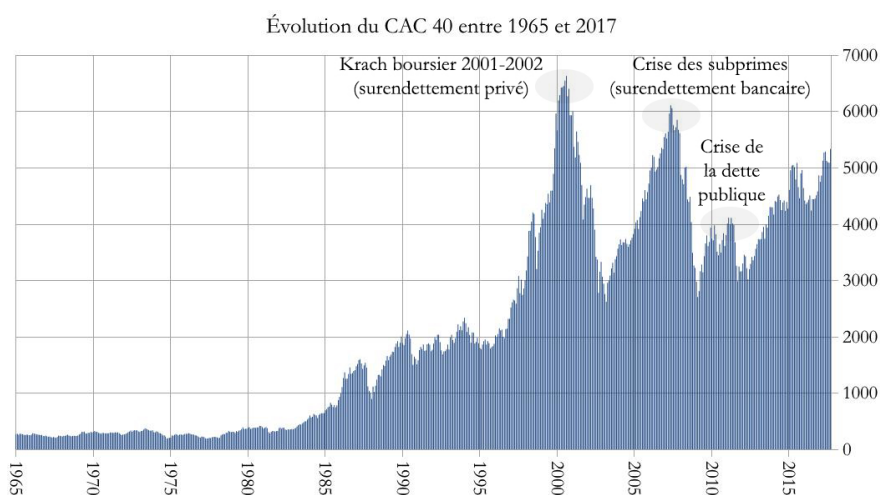
Disponible sur : <<https://www.youtube.com/watch?v=PuZgkL5BEBk>>.

13. Piketty, Thomas. *Le capital au XXI^{ème} siècle*. Paris : Seuil, 2013, 970 pp (Les livres du nouveau monde) ; p.16.

En théorie, nous nous partageons un “gâteau monétaire¹⁴”, car à notre connaissance, la monnaie ne se crée pas spontanément, comme par magie. Sauf dans le cas d’un crédit bancaire, si un agent économique perçoit des unités monétaires, il les prélève forcément à quelqu’un. On dit que l’argent est un bien rival.

De fait, lors d’une transaction monétaire, un agent économique s’enrichit tandis qu’un autre s’appauvrit en monnaie. Partant de là et sachant que le dilemme de Triffin ne semble autoriser qu’une modeste croissance du “gâteau monétaire” (*cf. Chapitre 4*), cela signifie que lorsque les euros se condensent dans l’économie financière des capitalistes, ils désertent fatalement l’économie réelle des travailleurs.

Bref, le gain en monnaie des premiers existe parce que les seconds subissent une perte équivalente. Rappelons que l’objectif des investisseurs n’est pas de créer des emplois, mais bel et bien de faire “travailler” leur argent de façon à ce qu’il rapporte. Et ce faisant, les inégalités sociales se creusent.



Lecture : à partir des années 2000, le CAC 40 cesse de battre des records et les crises de surendettement entraînent une purge du mistigri monétaire. Le “gâteau monétaire” s’est réduit.

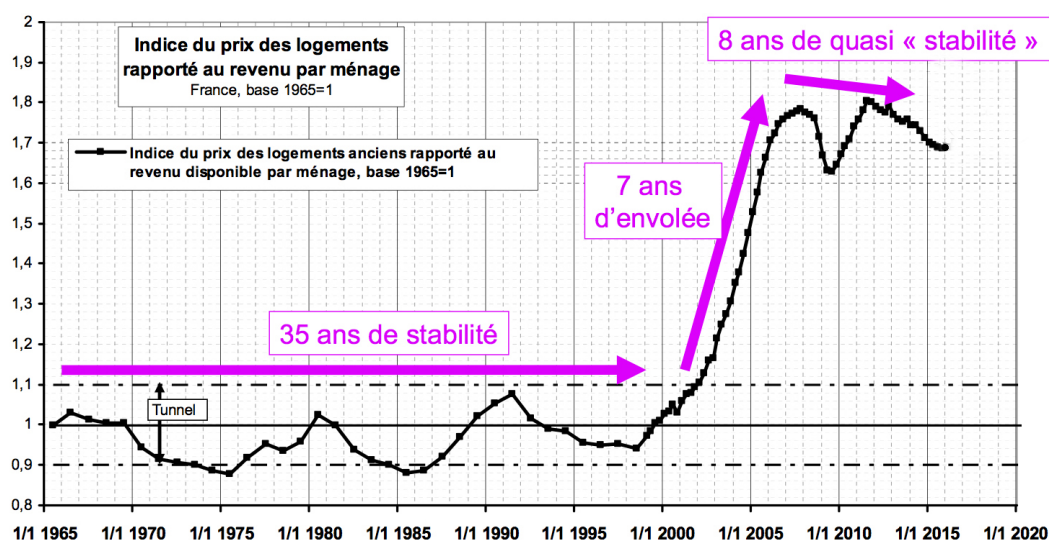
14 : Chaque fois que deux groupes se disputent une certaine quantité de monnaie, un “gâteau monétaire”, si la part de l’un des groupes grossit (p.e. passant de 60 % à 65 %), alors la part de l’autre groupe se fait automatiquement grignoter (p.e. elle passe de 40 % à 35 %). Cependant, lorsque le “gâteau” s’agrandit lui-même fortement, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes (35 % de 120 = 42 > 40 % de 100 = 40), car à la fin de l’année, nous pouvons tous être plus riches en euros qu’en début d’année.

B - Creusement des inégalités et bulles financières

En pratique, lorsque l'on soutire des ressources financières aux classes sociales moins aisées, soit elles limitent leur consommation (et certains postes de coûts représentent logiquement une fraction plus importante de leurs dépenses), soit il se produit une baisse générale des prix (aussi appelée « déflation »).

~ Courbe de Friggit, anciennement « Tunnel de Friggit » ~

Stabilité sur 1965-2000 puis envolée puis « stabilité » de l'indice du prix des logements anciens rapporté au revenu par ménage



Source: CGEDD d'après INSEE, bases de données notariales, indices Notaires-INSEE.

13

Lecture : à partir des années 2000 (coïncidence ?), les revenus des ménages français ont diminué plus fortement que les prix du marché immobilier. Se loger mobiliserait donc une proportion plus importante des revenus des ménages français qu'autrefois.

Dans le même temps, si quant à elle l'économie financière dispose de plus de revenus à faire fructifier, alors un nombre grandissant d'euros doivent se répartir sur les quelques investissements générant des profits décents.

Or, tant que l'on est persuadé de pouvoir revendre un bien matériel / immatériel plus cher qu'on ne l'a acheté, payer ce bien à un prix excessif reste individuellement rationnel, puisque potentiellement lucratif, et d'où l'existence de bulles spéculatives.

L'un dans l'autre, dans un contexte où la crainte d'une nouvelle crise de surendettement empêche le "gâteau monétaire" de croître suffisamment, l'enrichissement des uns provient de l'appauvrissement des autres et la condensation monétaire devient un facteur significatif d'instabilité.

Pourquoi ? Parce que pour l'économie réelle, la monnaie est rare et est dépensée avec parcimonie, tandis que pour l'économie financière, elle est abondante, jusqu'à inonder certains marchés. Contradictoires, ces deux réalités peuvent finir par s'entrechoquer avec pertes et fracas.

« Est-il possible que la hausse des inégalités américaines ait contribué au déclenchement de la crise financière de 2008 ? Compte tenu du fait que la part [des 10% les plus riches] dans le revenu national américain a connu deux sommets absolus au cours du siècle écoulé, l'un en 1928 (à la veille de la crise de 1929) et le second en 2007 (à la veille de la crise de 2008), il est difficile de ne pas se poser la question. »

- Thomas Piketty¹⁵

C - Synthèse

Lorsque le "gâteau monétaire" ne croît plus à un rythme suffisant pour satisfaire l'appétit de tous, la condensation monétaire polarise l'économie entre un trop-plein d'argent d'un côté et un "trop-peu" de l'autre. L'épanouissement de l'économie financière se fait au détriment de celui de l'économie réelle, les inégalités se creusent et menacent la soutenabilité de notre système économique sur le plan social.

15. Piketty, Thomas. *Le capital au XXI^{ème} siècle*. Paris : Seuil, 2013, 970 pp (Les livres du nouveau monde) ; p.469.

Certains économistes estiment de nos jours que « les 1 % les plus riches possèdent désormais davantage que les 99 % restants. » [Oxfam]¹⁶. Si les différences de revenus ou de patrimoine peuvent être légitimes, il est manifeste que la répartition des richesses créées est de plus en plus inéquitable. Persévérer dans cette voie, c'est logiquement courir vers des troubles sociaux de grande ampleur.

Tant que nous utiliserons exclusivement les monnaies d'un système capitaliste en quête permanente de profits, nous n'aurons pas d'autre choix que de déshabiller de plus en plus les populations pour habiller encore un peu mieux la finance. Sauf que les inégalités ne peuvent pas s'accroître éternellement, et d'où l'intuition d'une inéluctable crise sociale en approche... à moins de concurrencer ces monnaies-dettes.

16. Oxfam.org. Haroon, Déborah., Ayele, Sophia., Fuentes-Nieva, Ricardo. *Une économie au service des 99%*. [en ligne]. Note d'information du 18 janvier 2016 ; p.1.

Format PDF. Disponible sur :

<https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-fr.pdf>

Chapitre 6 – Vers une crise de la zone euro ?

NOTION #6 : DISPARITÉ MONÉTAIRE

Pour certains pays de la zone euro, l'euro semble en quelque sorte “sous-évalué” et pour d'autre, il apparaît “surévalué”. Nous allons voir dans ce dernier chapitre ce que cela implique et pourquoi une crise politique entre États européens est à redouter. Mais d'abord, nous devons répondre à la question « qu'est-ce que la valeur ? ».

A - La théorie de l'utilité marginale

D'après la théorie de l'utilité marginale, la valeur est avant tout une caractéristique subjective : un consommateur sera moins enclin à acheter au tarif ordinaire, un livre qu'il possède déjà (l'avoir en double ayant peu d'attrait).

Par conséquent, si la valeur que l'on prête à un objet varie d'une situation à l'autre, c'est que cette dernière ne réside pas dans l'objet lui-même, mais est corrélée à des facteurs extérieurs, telle que sa rareté au sein de son environnement immédiat.

L'Espagne du XVI^{ème} siècle l'a notamment appris à ses dépens, lorsqu'à la suite du rapatriement de grandes quantités de métal jaune venues des Amériques, elle a vu la valeur de ses pièces d'or se déprécier.

Eh oui, gagner 5 kg d'or peut grandement nous motiver lorsque nous n'en avons qu'à peine 10 en stock (+50 %), tandis que si nous en possédons déjà 1000 kg, en obtenir 5 de plus est sensiblement moins désirable (+0,5 %). L'utilité marginale de ce gain d'or a décré car, proportionnellement, il apparaît plus petit.

B - La théorie quantitative de la monnaie

Une chose est sûre, ceux qui décident d'attribuer ou non du pouvoir d'achat à une monnaie, c'est nous. À l'échelle individuelle, la valeur est avant tout fonction de l'utilité marginale. Or, si petit à petit, l'utilité marginale que nous attribuons à un bien ou service fluctue, alors, à l'échelle collective, la demande pour ce bien ou service finit par évoluer.

Utilisons l'exemple des crypto-monnaies¹⁷ pour illustrer notre propos. Plus il y a de gens à leur accorder une utilité marginale importante, plus la demande pour les crypto-monnaies augmente par rapport à l'offre, et plus leur valeur s'apprécie. À l'inverse, lorsque leur prix surpasse l'utilité marginale que leur accordent les spéculateurs, ces derniers vendent, l'offre augmente mais pas la demande, et leur valeur se déprécie.

Ce qu'il faut retenir, c'est la théorie quantitative de la monnaie : lorsque l'offre de monnaie en circulation excède largement la demande de la population, le pouvoir d'achat de la monnaie diminue et les prix montent, à l'inverse, s'il faut se battre pour obtenir de la monnaie, son pouvoir d'achat augmente et les prix baissent.

C – L'euro ou le pari raté de la convergence des économies

Le pouvoir d'achat d'une monnaie dépend, en théorie, du rapport entre offre et demande pour la monnaie. Sachant cela, comment expliquer que notre devise unique n'a pas la même valeur partout dans la zone euro ? Comment expliquer que l'on puisse s'acheter

17. Une crypto-monnaie est une monnaie électronique fondée sur les principes de la cryptographie, afin d'empêcher toute contrefaçon électronique.

Le *Bitcoin* est la crypto-monnaie la plus célèbre, elle est née en 2009, en réaction à la crise des *subprimes* et la défiance générale envers le système bancaire qui a suivi. Le *Bitcoin* repose sur un dispositif d'enregistrement électronique partagé, appelé « *blockchain* ».

La différence essentielle entre une crypto-monnaie et nos euros scripturaux se situe dans le fait que les crypto-monnaies ne sont pas émises suite à la monétisation d'une dette envers un intermédiaire bancaire.

davantage de produits ou services avec un billet de 500 € en Espagne qu'avec ce même billet en France ? D'où vient cette disparité monétaire ?

Le coût de la vie est certes moins élevé en Espagne qu'en France, mais pour quelle raison ? Parce que les salaires y sont plus bas ? Mais les salaires n'y sont-ils pas plus bas, justement parce que le coût de la vie y est moins élevé ? Méfions-nous des raisonnements circulaires.

Les sciences économiques, elles, nous disent qu'inonder d'euros l'Espagne suffirait pour y augmenter les prix, jusqu'à atteindre ceux pratiqués en France ; la disparité monétaire découlerait d'une demande en euros moins bien satisfaite sur le territoire espagnol ; les euros y sembleraient dès lors plus "rares" que dans l'Hexagone, expliquant la disparité du pouvoir d'achat de l'euro entre ces deux pays.

Et puisqu'un euro n'a pas exactement la même valeur des deux côtés d'une frontière, on comprend mieux pourquoi des légumes transportés depuis l'étranger sont, parfois, vendus moins chers que ceux ayant poussé à proximité. Cette disparité monétaire biaise le jeu de la concurrence et entrave le développement économique de certains pays. Ces nations défavorisées ont-elles intérêt à conserver l'euro ? Pas vraiment...

Et voilà pourquoi l'euro ne semble pas non plus soutenable à long terme sur le plan politique.

*

* *

N.B. :

La disparité monétaire - le fait qu'un euro n'offre pas le même pouvoir d'achat selon le pays dans lequel on se trouve - n'est rien d'autre que la confirmation manifeste que les marchés ne s'auto-régulent pas comme promis ; l'offre en euros ne s'ajuste pas automatiquement à la demande (c'est logique, car puisqu'il est moins risqué de prêter à un agent économique riche, sa demande de monnaie est plus facilement satisfaite).

Pour rappel, créer la monnaie par le crédit évite de créer en amont une masse de monnaie déconnectée des besoins de l'économie. La monnaie est de fait injectée dans l'économie pour répondre à un besoin, puis une fois ce besoin satisfait, retirée de l'économie au fur et à mesure du remboursement du crédit. C'est le rôle des banques centrales que de juguler la quantité de monnaie ainsi créée par les banques.

À ce propos, si les élites européennes allaient au bout de leur raisonnement, elles devraient se plaindre de l'interventionisme des banques centrales qui empêchent la vie économique de s'auto-réguler. De plus, dans leur défense d'un marché libre, elles devraient vouloir ouvrir la création monétaire à la concurrence des crypto-monnaies, afin de permettre une gestion de l'offre de monnaie moins chère et plus libre.

CONCLUSION

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Dire que « le problème de notre monde, c'est l'argent » est une banalité. Il n'en est pas moins vrai que notre façon de créer l'argent est hautement problématique (entre autres : mistigri monétaire, asymétrie monétaire, dilemme de Triffin, condensation monétaire). Nous accrocher à notre système bancaire et ses euros nous assure un avenir morose, mais personne n'en parle. Cela doit évoluer.

Quelle proposition faisons-nous ?

Pour en finir avec le *statu quo* et tempérer ce siècle de crises que nous promet l'utilisation continue des monnaies-dettes, nous allons devoir nous détacher peu à peu du système bancaire capitaliste (c'est-à-dire utiliser de moins en moins sa monnaie). La technologie *blockchain* notamment, nous permettrait d'utiliser une autre monnaie et de devenir nos propres banques. Plus d'informations sur notre site ammoneo.org.

Un dernier mot pour conclure ?

Certes, concurrencer le système bancaire paraît tout à fait hors de notre portée en 2017. Cela semble néanmoins être notre meilleure chance, si tant est que collectivement, nous décidions d'arrêter de poursuivre dans la voie du surendettement et de la surexploitation des ressources ainsi que des humains sur Terre. Une chose est sûre, ne relever que les défis que l'on serait certain de remporter, ce n'est pas ça le courage.

ANNEXES

AJACCIO 2027

« Nous voici aujourd’hui à Ajaccio pour parler du miracle corse avec Mme Logique, serial entrepreneuse installée en Corse depuis bientôt 15 ans maintenant. Vous êtes la fondatrice de la monnaie *Ecorce*, qui malgré cette crise économique touchant l’Europe, permet à l’île de beauté de se porter comme un charme.

Bonjour Mme Logique, comment allez-vous ?

— Bonjour à tous. Alors déjà, cela m’amuse de vous entendre parler d’un miracle corse. D’autres territoires que le nôtre se sont préparés à une crise de l’euro. Je pense par exemple aux banques suisses WIR et leur réseau de PME partenaires, dont nous nous sommes particulièrement inspirées. Bref, l’*Ecorce* n’est qu’une des nombreuses initiatives de résilience économique ayant pris place en Europe.

— Êtes-vous en train de nous dire que la Corse n’est pas la seule région d’Europe à connaître un boom économique en ces temps de crise ?

— Affirmatif. Sachant que le traité de Lisbonne ne permet pas à un État de la zone euro de la quitter, la stratégie du mix monétaire se développe un peu partout en Europe depuis trois ou quatre ans désormais, c’est-à-dire depuis le fameux débat « monnaie unique ou monnaie commune ? » du parlement européen.

Tout comme la Corse a sa monnaie régionale avec l’*Ecorce*, d’autres régions européennes ont d’ores et déjà mise en place la leur. L’euro y conserve juste son rôle de monnaie de référence, afin de faciliter les échanges entre pays européens et tout ce qui relève du commerce extérieur.

— Pardon, mais vous ne croyez pas que les monnaies régionales ont eu une responsabilité dans le vol en éclats de l'euro ? Avec l'*Ecorce*, vous n'avez pas du tout voler au secours de l'euro, n'est-ce pas ?

— Alors, en effet, sauver l'euro n'est pas du tout la raison d'être de l'*Ecorce*. Je suis très sensible à la cause animale et environnementale et personnellement, la conviction qui m'anime est qu'il n'y aura pas de transition écologique sans transition économique. La quasi totalité de mes projets partent de là, l'*Ecorce* y compris.

— Merci pour cet éclaircissement net et précis sur votre rapport à l'euro. À propos de l'*Ecorce*, outre la sonorité qui rappelle évidemment le nom de votre île, pourquoi cette appellation ? Je me permets de préciser à nos auditeurs que l'*Ecorce* est une cryptomonnaie ; le lien avec l'écorce des arbres est loin de sauter aux yeux.

— J'imagine que vous savez que le rôle de l'écorce d'un arbre est de le protéger des attaques extérieures. De même, la mission de l'*Ecorce* est de protéger le pouvoir d'achat des corses des aléas économiques externes à l'île.

De plus, un arbre ne tombe pas malade lorsqu'il s'arrête de croître. Pourquoi devrions-nous souffrir des multiples difficultés économiques que subit l'Union Européenne, chaque fois que la croissance n'est pas au rendez-vous ? C'est cette dépendance à la croissance économique que nous voulions remettre en cause avec l'*Ecorce* et dont nous voulions nous extraire in fine.

— Protéger le pouvoir d'achat des corses vous dites ? Comment l'*Ecorce* assure-t-il cette protection, concrètement ? Pourquoi une application sur smartphone tel que l'*Ecorce* ferait-elle une différence pour les habitants et les entreprises d'ici ?

— Alors, sachez que que l'*Ecorce* est accepté par la plupart des PME corses depuis plusieurs années, soit bien avant la crise de l'euro et la chute de son cours. À l'époque, afin de respecter le fonds de garantie obligatoire en euros prévu par la réglementation française, le seul moyen d'obtenir des *Ecorces* était de convertir au préalable un peu de votre épargne, de vos euros, via notre application. Vous nous donniez 1 euro ou plus, vous receviez 1 *Ecorce* ou plus, soit un taux de 1:1.

Lorsque l'euro s'est passablement effondré, nous avons immédiatement fait évoluer ce taux. Quand les prix en euros ont augmenté, les prix en *Ecorce* eux n'ont pas bougé. C'est de cette manière que nous avons garanti le pouvoir d'achat des corses. Enfin, pour ceux qui avaient échangé leurs euros contre des *Ecorces*.

— Encore fallait-il pressentir une défaillance de l'euro... Mais du coup, comment vos entreprises font-elles pour régler leurs impôts ? L'État français n'accepte pas encore l'*Ecorce*, si ?

— Non, effectivement, mais ce n'est pas un problème. Après chaque chute du cours de l'euro, la confiance dans l'euro s'effrite. Notre structure en bénéficie largement : nous avons de plus en plus d'euros en stock.

Je m'explique. Pour se désolidariser le plus possible du monde de la finance et de la croissance perpétuelle, beaucoup de corses troquent encore les euros qui leur restent contre des *Ecorces*. Cela se passe sur notre application, dans les deux sens. Lorsque vous avez besoin d'euros pour payer vos impôts ou un fournisseur étranger, alors il vous suffit de vendre vos *Ecorces* en échange des euros que nous stockons.

C'est simple et rapide, certaines agences bancaires corses travaillant avec nous, vous pouvez même être crédité de vos euros dans la journée.

— Je n'arrive pas à croire que des acteurs traditionnels aient eux aussi franchi le pas... C'est une profonde révolution du paiement électronique à laquelle vous participez. Comment voyez-vous l'avenir ?

— Assez sereinement pour le moment. Nous sommes une entreprise à but non lucratif, mais nous ne sommes ni à court de budget ni d'idées. Pour nos amis corses qui ne possèdent pas de smartphone, nous travaillons actuellement à une méthode de paiement en *Ecorce* par SMS. D'autres méthodes de paiement verront certainement le jour, telle qu'une carte bleue probablement.

Dans tous les cas, tout évolue très vite. Nos députés européens et nos banques ont bien conscience que l'euro a besoin des monnaies régionales pour se sortir de ce marasme économique. Pour preuve, elles ont été exemptées des contraintes propres aux réglementations nationales. Le fonds de garantie obligatoire en euros dont je vous parlais tout à l'heure ne s'applique plus à l'*Ecorce* désormais.

— Puisque vous déclarez avoir beaucoup d'euros en stock, je ne vois pas très bien ce que cela change pour l'*Ecorce*. Pourquoi est-ce une grande avancée selon vous ?

— Alors, tout simplement parce que cela a permis à l'*Ecorce* de ne plus dépendre de la quantité d'euros à disposition. Nous offrons dorénavant un découvert autorisé de 500 *Ecorces* à tous nos utilisateurs. De plus, nos banques partenaires ont soudainement été en mesure de proposer des crédits à taux zéro en *Ecorces*, qu'elles ont habilement réservés aux projets à but non lucratif et à visée écologique ou sociale. C'est énorme. Rien qu'avec ces deux mesures, c'est l'activité économique de toute l'île qui s'en est trouvée fortement dynamisée. Sans elles, l'économie corse se serait beaucoup moins bien épanouie cette année. »